

Pas (encore) de frein aux exportations de riz depuis le Vietnam

Pour la première fois depuis le début du conflit en Ukraine et la sortie de la crise du Covid, le Vietnam surveille de près sa sécurité alimentaire. Les tensions sur le marché du riz, à la fois suite à l'embargo indien et de façon plus structurelle face aux enjeux du changement climatique, sont colossales. Ses exportations pourraient atteindre le chiffre inégalé de 8 millions de tonnes en 2023.

1. L'embargo indien a eu un effet choc positif sur les volumes et prix des exportations de riz vietnamien.

Les tensions sur le marché du riz, liées à l'augmentation des coûts de production, aux tensions générales sur le marché des céréales, accrues par la décision prise par l'Inde – qui représente à elle seule 40 % des exportations mondiales – le 20 juillet dernier d'interdire une partie de ses exportations afin de sécuriser la consommation de sa population, ont très largement affecté le volume et la destination des exportations vietnamiennes, la production étant elle-même déjà impactée par le phénomène El Niño et, plus largement, les effets du changement climatique. Le riz brisé à 5% a ainsi atteint courant août la valeur record de 634 dollars /tonne soit une augmentation inégalée depuis 15 ans.

La hausse de la demande mondiale a représenté une opportunité pour le Vietnam, dont les exportations avaient déjà connu une année record en 2022 (7,1 millions de tonnes pour 3,46 milliards de dollars soit +13,8% en volume et +5,1% en valeur). Entre janvier et août 2023, le Vietnam a ainsi exporté 6 millions de tonnes de riz pour une valeur de 3,2 milliards de dollars (+21 % en volume, + 35 % en valeur par rapport à la même période en 2022). Les quatre premières destinations de ces exportations sont les Philippines (dont la production rizicole a toujours été insuffisante pour répondre à la demande et qui était par ailleurs fortement dépendante de l'Ukraine qui représentait avant le conflit 21 % de ses importations de grains partiellement substitués notamment en alimentation animale en riz), la Chine, l'Indonésie, le Ghana.

Selon le gouvernement, les exportations pourraient atteindre entre 7,2 et 8 millions de tonnes en 2023, avec une augmentation de la valeur de 30 à 40% par rapport à 2022. La hausse des prix enrichit les producteurs vietnamiens de riz (sur 9 millions d'exploitations familiales rizicoles, on estime qu'environ 300 000 exploitations représentent la majeure partie des exportations du pays), ce qui est bon pour la stabilité sociale du pays et la consommation de biens (et donc la croissance).

2. Cette tendance vient conforter la place déjà essentielle de la production rizicole

La production de riz a augmenté depuis 1986 – l'année de la naissance du programme de réforme et de libéralisation économique dit « Doi Moi » (Renouveau) – principalement sous l'effet de l'augmentation des surfaces cultivées et l'amélioration des rendements (multipliés par 2,7 entre 1986 et 2021) due à une « révolution verte » (semences à meilleur potentiel de rendement, utilisation accrue d'intrants, développement de l'irrigation). Le Vietnam est désormais le 5ème producteur de riz au monde, avec 27

Mt de riz usiné (pour 43 Mt de riz brut), soit 5,3 % de la production mondiale. Le riz représente aujourd'hui un tiers de la surface agricole utile et 26 % de la valeur de la production agricole du Vietnam. Si sa production demeure loin derrière la Chine ou l'Inde, il s'agit cependant du 3ème exportateur (7,9 Mt), derrière l'Inde (20,5 Mt) et proche de la Thaïlande (8,5 Mt). Le Vietnam et la Thaïlande ont des positionnements proches et les rumeurs d'entente sur les prix entre les deux pays sont fréquentes.

Les prévisions de production pour l'année 2023 font état d'une relative stabilité dans un contexte contraint - conversion du riz vers des cultures de plus grande valeur telles que les arbres fruitiers et l'aquaculture, urbanisation dans le delta du Mékong, augmentation du prix des engrais - partiellement compensé par la production de variétés à haut rendement.

Le riz reste au Vietnam un aliment de base (en vietnamien « aller manger » se dit « an com », littéralement « manger du riz »), avec 21,25 millions de tonnes de riz consommées par an. Les ménages de milieux ruraux consomment plus de riz que ceux des milieux aisés (près de 9 kg de riz/personne/mois contre environ 6 kg en 2020). La consommation serait en 2023 en légère augmentation, en lien avec l'augmentation de la reprise du tourisme et la croissance des débouchés en alimentation animale (le riz étant de plus en plus utilisé comme substitut des autres matières premières dont le prix a augmenté).

Les prévisions à l'exportation établies par l'USDA en avril dernier à seulement 6,5 millions de tonnes vont vraisemblablement être dépassées, tirées par la hausse des prix mais sans doute aussi moins concurrencées qu'habituellement par l'offre thaïlandaise, fortement impactée par les mauvaises conditions climatiques. Ces exportations sont pour 74 % à destination de marchés asiatiques, pour 18 % à destination de marchés africains. Le Vietnam est réputé pour son rendement élevé - estimé à 5,69 tonnes par hectare contre 3,01 tonnes par hectare pour la Thaïlande – mais la qualité de son riz est considérée comme inférieure. Les producteurs cherchent désormais à améliorer et segmenter la qualité de leurs riz afin de répondre aux exigences des marchés plus rémunérateurs (Union européenne, Etats-Unis, Japon, ...) que leurs marchés traditionnels (Chine, Philippines, Ghana, Côte-d'Ivoire, ...).

Il convient de rappeler que le riz reste aujourd'hui très protégé, le gouvernement veillant à ce que les producteurs dégagent un bénéfice de 30 % supérieur à leurs coûts de production. Ainsi, lorsque les prix sont trop faibles, le gouvernement propose des prêts concessionnels aux acheteurs de riz pour un stockage temporaire pendant la récolte. De plus, le gouvernement maintient une réserve nationale, gérée par le Département général des réserves de l'État, dont le niveau est établi en fonction de l'atteinte de ce taux de 30 %.

3. Si le Vietnam venait à restreindre ses exportations, l'impact se ferait sentir au niveau mondial.

En 2008, lors d'un choc similaire dû aux mêmes causes (embargo indien sur les exportations), le Vietnam avait interdit les nouvelles ventes à l'export. Les réactions des marchés au lendemain de l'annonce de l'embargo indien mi-juillet ont laissé planer quelques jours un risque similaire pour la première fois depuis le début du conflit en Ukraine.

Inquiet quant à la sécurité alimentaire nationale, le gouvernement a immédiatement demandé aux exportateurs de riz du pays de respecter strictement des taux de mise en réserve (de 5% du volume exporté au cours des six mois précédents) et aux négociants de stabiliser les prix. Seuls des textes déclaratifs mais non coercitifs ont finalement été publiés courant août. La directive 24/CT-TTg prise par le Premier ministre le 5 août dernier met l'accent sur les efforts nécessaires pour assurer un triple objectif : la sécurité alimentaire, la durabilité de la production, les exportations. La directive n°07/CT-BCT prise par le Ministre de l'industrie et du commerce en application de ce texte général cible le développement des marchés d'exportation et la stabilisation du marché intérieur face aux changements imprévisibles du marché mondial.

La hausse des prix a perturbé la chaîne d'approvisionnement du riz au Vietnam, les négociants rompant leurs contrats existants avec les exportateurs, pour attendre des prix plus élevés, d'après l'Association alimentaire du Vietnam (VFA), qui regroupe les transformateurs et les exportateurs de riz du pays. En revanche, depuis le plafond sur les prix mis en place par les Philippines le 1er septembre dans un objectif de protection des consommateurs, qui a généré des annulations de commandes d'importateurs philippins, les prix à l'export accusent une légère récession et la même VFA a demandé la mise en place d'un système de prix plancher à l'exportation.

L'offre pourrait s'avérer insuffisante pour répondre à la demande intérieure sur les quatre derniers mois de l'année ; le Ministère de l'agriculture craint un choc sur les prix, qui aurait des répercussions fortes sur le taux d'inflation, très surveillé au Vietnam, compte tenu du poids du riz dans l'indice des prix. D'après l'USDA, le ratio stock / consommation n'est que de 11 % contre le niveau recommandé de 22 %. D'ores et déjà, très récemment, 3 300 tonnes de riz de la réserve nationale ont été allouées à 6 provinces pour pallier l'insuffisance de l'offre. Les experts consultés au sein du Ministère indiquent cependant que le Gouvernement ne devrait pas intervenir sur les marchés à l'exportation.

4. La production rizicole Vietnam doit impérativement évoluer si elle veut garantir sa durabilité

Il convient de rappeler que le Vietnam figure parmi les pays non insulaires les plus vulnérables aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique, en raison de sa configuration géographique (positionnement en aval de grands bassins versants transfrontaliers, importance des zones côtières, des deltas et zones montagneuses) et des événements météorologiques extrêmes qu'il subit régulièrement (typhons, sécheresses). D'après la Banque mondiale, 40 % du delta du Mekong, qui représente 50 % de la production de riz du Vietnam et 80 % de ses exportations, pourrait disparaître d'ici 2050.

La feuille de route 2023-2033 du CIRAD¹ pour une riziculture durable souligne les quatre principaux enjeux auxquels est confrontée la riziculture : améliorer la durabilité des systèmes de production par la transition agroécologique, contribuer à une gestion durable des systèmes rizicoles via la gestion de l'eau, améliorer et promouvoir la qualité du riz, adapter la riziculture aux changements globaux.

Environ 48 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole vietnamien (qui représente lui-même 19 % des émissions nationales totales) et plus de 75 % des émissions de méthane proviennent

¹ Le CIRAD n'a pas aujourd'hui d'action spécifique d'appui à la filière rizicole au Vietnam, même si le projet STAR-FARM ("Smart Agro-ecological Transformation of Farming Systems towards Resilience and Sustainability in Middle and Coastal Zones of the Viet Nam Mekong Delta »), qui devrait démarrer prochainement avec l'appui de la FAO et de l'IRD, ainsi qu'un financement européen, abordera l'évolution des pratiques agricoles dans leur ensemble.

De 2011 à 2015, l'IRD avait porté un Laboratoire Mixte International (LMI) appelé RICE (pour "Rice Functional Genomics and Plant Biotechnology). L'objectif initial de ce laboratoire était de traiter des questions de recherche fondamentales pour, dans un second temps, contribuer à développer des variétés de riz capables de mieux produire en condition de stress. Ce laboratoire a connu une évolution lors de sa reconduction de 5 ans (2016-2020) sous l'appellation de RICE2 pour devenir une plateforme ouverte en biotechnologie et génomique fonctionnelle végétales destinée à faciliter l'émergence de nouveaux projets de collaborations. Cette seconde phase du LMI, portée par le consortium USTH était donc moins spécifiquement dédiée au riz.

Plus récemment, le projet Gemmes coordonné par l'AFD a pour objectif de quantifier l'impact des pressions anthropiques sur le delta de Mékong et réfléchir à des pistes d'adaptation. Le projet VietSCO conduit par le CNES et le Centre d'études spatiales de la biosphère (CESBIO) vise à fournir à des utilisateurs vietnamiens des outils pré-opérationnels de suivi des cultures de riz basés sur la télédétection dans le delta du Mékong, ainsi que des outils pour le suivi de l'impact des épisodes cycloniques sur les cultures.

du riz. Sont en cause une utilisation inefficace de l'eau pour l'irrigation, une densité de semis très élevée et des taux d'application d'engrais élevés et inefficaces, une mauvaise gestion des résidus de riz (paille et balles) et une utilisation inefficace de l'énergie. Les politiques en place, encore pour beaucoup basées sur des subventions aux intrants ou à la production et l'exemption de frais d'irrigation n'encouragent pas l'évolution des pratiques et freinent les opérations d'investissements. La faible marge dégagée par les producteurs est également un frein.

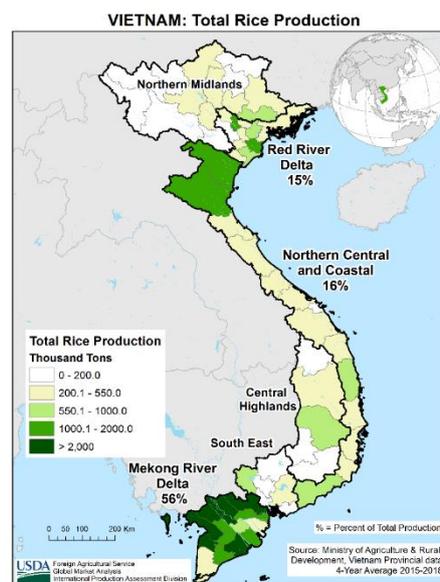
A moyen terme, l'articulation essentielle de la politique du MARD se fera autour du projet « 1 million d'hectares de riz de haute qualité et durable dans le delta du Mékong ». Les objectifs de ce projet sont multiples : améliorer la transparence et la responsabilité de l'industrie, intégrer la croissance verte et l'agriculture circulaire, améliorer la productivité et la qualité notamment via des semences certifiées et des produits tracés, professionnaliser les producteurs.

Commentaires : le Vietnam a donc un rôle tampon tout à fait conséquent pour absorber une partie des demandes suite à la réduction des exportations indiennes à court terme. Si le pays est plus que jamais essentiel dans l'équilibre mondial des échanges de céréales et de riz, l'impact fondamental du changement climatique dans le delta du Mékong doit conduire à s'interroger sur l'évolution à terme de la production mondiale.

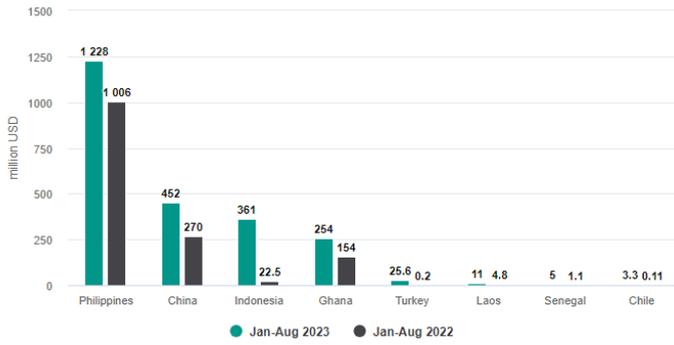
Annexe : données graphiques et tabulaires sur les évolutions récentes du niveau de production et d'exportation du Vietnam

Market Year	Area (1000 Ha)	Production (1000 Tons)	Yield (T/Ha)
2013/2014	7,788	28,161	5.8
2014/2015	7,823	28,166	5.8
2015/2016	7,704	27,584	5.7
2016/2017	7,714	27,400	5.7
2017/2018	7,645	27,657	5.8
2018/2019	7,540	27,344	5.8
2019/2020	7,380	27,100	5.9
2020/2021	7,305	27,381	6.0
2021/2022	7,100	26,670	6.0
2022/2023	7,160	27,000	6.0
2023/2024	7,160	27,000	6.0
5-year Average 2018/19 - 2022/23	7,297	27,099	5.9
Percent Change From 5 Year Average (%)	-2	0	2

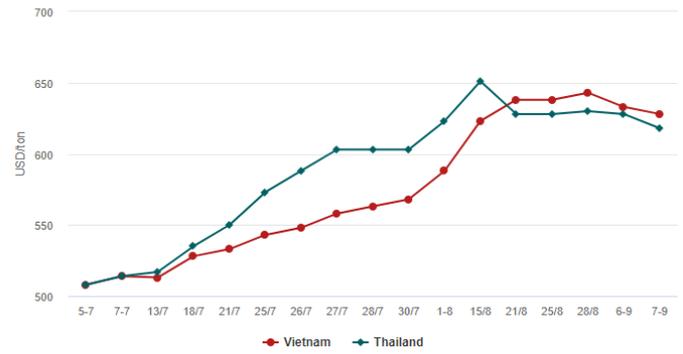
PS&D Online updated on September 12, 2023



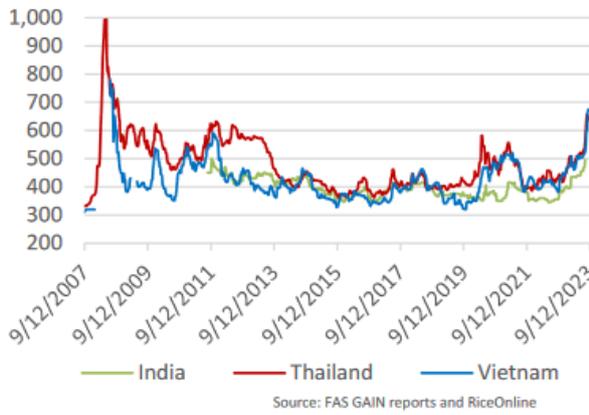
Vietnam's top rice import markets
Jan-Aug 2023



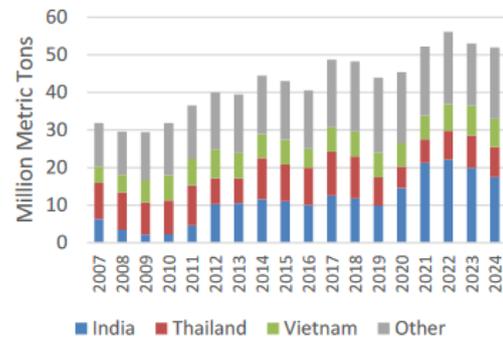
Export rice prices



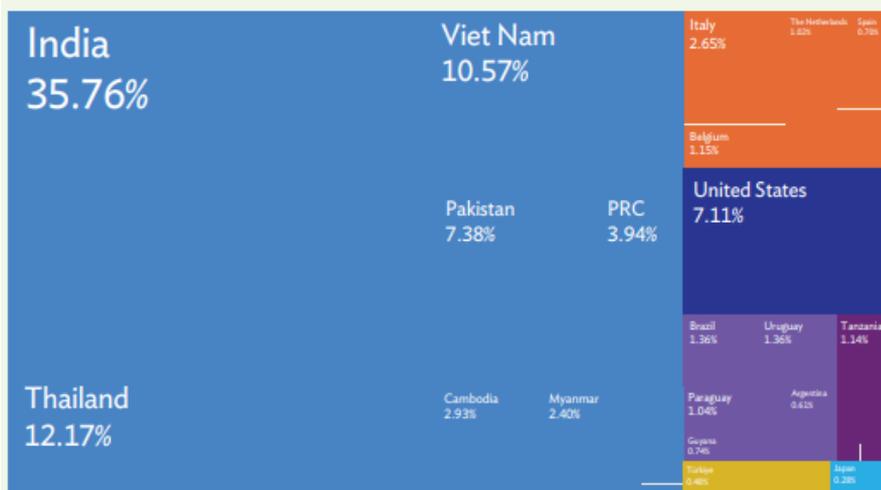
Rice Export Quotes (\$/MT)



Global Rice Exports



Developing Asian economies account for more than three-quarters of global rice exports.



PRC = People's Republic of China.

Source: Harvard Growth Lab. The Atlas of Economic Complexity.